



Programma comune dei Membri Unita sul VIH/SIDA
ONUSIDA
UNICEF • PAM • PNUD • UNFPA • ONUDC
OIT • UNESCO • OMS • BANQUE MONDIALE

Discours

NOTE: VERIFIER A L'AUDITION

Discours du Directeur exécutif

à la

**15^{ème} réunion du Conseil de Coordination du Programme
Genève, 23 juin 2004**

Peter Piot

Directeur exécutif de l'ONUSIDA

Monsieur le Président,
Membres du CCP,
Collègues et amis,

Permettez-moi tout d'abord de vous féliciter, M. Thibault, d'assumer la présidence de cette réunion et de vous dire à quel point je me réjouis de collaborer avec vous et avec le Canada, au cours de l'année qui vient.

Je souhaite également remercier la Zambie, qui a présidé avec distinction le CCP pendant l'année écoulée, et tout particulièrement l'Honorable Ministre Brian Chituwo. Pendant cette année cruciale, l'UNESCO a assuré de façon efficace la présidence du Comité des organismes coparrainants. Je voudrais remercier aussi bien M. Matsuura, que M. Costa, Directeur exécutif de l'ONUSIDA, nouveau président du COC, d'être avec nous aujourd'hui.

Le Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA se réunit à un moment crucial dans l'histoire du SIDA : un moment à la fois d'intensification de l'impact de l'épidémie et qui nous offre des occasions uniques de la maîtriser.

Je suis convaincu que ces deux thèmes figureront à l'ordre du jour de la XVème Conférence internationale sur le SIDA à Bangkok, comme le seront les nouveaux défis auxquels le monde est aujourd'hui confronté.

L'épidémie de SIDA entre dans une phase nouvelle, plus menaçante encore. Le 6 juillet, l'ONUSIDA publiera ses dernières estimations concernant l'épidémie, notamment de nouvelles informations par pays. Au fur et à mesure que s'améliore notre capacité à mesurer précisément l'ampleur de l'épidémie, nous voyons un nombre toujours croissant de nouvelles infections à VIH et un nombre plus grand que jamais de personnes qui meurent du SIDA. Sur un plan historique, l'épidémie n'en est encore qu'à ses débuts mais elle modifie déjà le tissu social et le fonctionnement des sociétés. Plus tard, je vais préciser ce que je pense que nous devons faire pour atteindre ce but.

Au moment où nous commençons à mettre en place une riposte réellement planétaire au SIDA, il est essentiel que nous reconnaissons que les progrès ont jusqu'ici été limités. Si les efforts ne sont pas radicalement renforcés, un grand nombre des objectifs fixés par la *Déclaration d'engagement des Nations Unies sur le VIH/SIDA* et par l'Initiative '3 millions d'ici 2005' relative au traitement du VIH, ne seront pas atteints.

La mise en œuvre de la *Déclaration d'engagement des Nations Unies sur le VIH/SIDA*, décrite en détail dans notre rapport au Conseil de Coordination du Programme, a pris du retard dans plusieurs domaines. La couverture des programmes essentiels de prévention et de traitement du VIH est extrêmement faible. Par exemple, seulement une femme enceinte sur vingt en Afrique a accès à des services de prévention de la transmission mère-enfant. Trois pour cent seulement des personnes qui nécessitent une thérapie antirétrovirale en Afrique ont accès à ces traitements. Dans de nombreux pays, les leaders ne s'engagent toujours pas.

Pourtant, il est aussi manifeste que des progrès importants ont été accomplis depuis la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le

VIH/SIDA en 2001 : le nombre des enfants scolarisés qui ont accès à une éducation sur le VIH a triplé, le nombre de personnes utilisant des services de conseil et de test volontaires a doublé, la couverture de la prévention de la transmission mère-enfant a augmenté de 80% et le nombre de personnes bénéficiant d'une thérapie antirétrovirale de 60%. Tous ces résultats constituent une avancée réelle, mais ils sont tous très insuffisants.

Malgré ces nouvelles mitigées, il apparaît clairement que nous entrons dans une nouvelle phase de la riposte au SIDA, un période qui nous offre des occasions sans précédent de vaincre cette épidémie. On note un *dynamisme politique croissant*. Par exemple, au cours de mes visites en Chine, en Inde et en Indonésie l'an dernier, j'ai été témoin d'un leadership grandissant et des plans ambitieux de lutte contre le SIDA de trois des pays les plus peuplés du monde. Et, alors que nous sommes ici réunis, le sommet des chefs d'Etat d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique à Maputo consacre beaucoup de temps au SIDA, comme l'a fait le sommet du G8 à South Island, Etats-Unis et comme le feront dans quelques semaines le prochain Sommet Union européenne – Etats-Unis en Irlande et le Sommet de l'Union africaine à Addis-Abeba. Tout cela en à peine un mois !

On note un *dynamisme croissant dans l'apport de ressources*. Les dépenses mondiales consacrées au SIDA dans les pays à faible et moyen revenus se sont considérablement accrues dans les années qui ont suivi la création de l'ONUSIDA et ont presque augmenté de 180% entre 2001 et 2003. L'approbation par le Congrès américain, en janvier 2004, du *President's Emergency Plan for AIDS Relief* a considérablement accru cet élan.

On note un *dynamisme d'espoir*. Sur tous les continents, on peut démontrer que la prévention est efficace et que la thérapie antirétrovirale est du domaine du possible. L'accélération du mouvement '3 millions d'ici 2005' soulève des espoirs, mais aussi de grandes attentes dans le monde entier.

Pour nous tous, le grand défi consistera à capitaliser sur ce triple dynamisme.

Les réussites du Programme commun

Nous avons parcouru un long chemin dans la dernière année, et j'aimerais remercier très sincèrement l'UNESCO pour les améliorations apportées au COC, et je me réjouis de ma collaboration avec le futur président du COC qui sera l'ONU DC. En octobre 2003, le PAM nous a rejoint comme nouveau coparrainant.

Le Programme commun a connu des réussites remarquables dans les cinq fonctions de base définies par le Conseil de Coordination du Programme ainsi que d'importantes réformes internes au cours de cette période biennale. Elles sont résumées dans mes deux rapports et aussi détaillées dans deux rapports de fonctionnement, l'un concernant le Budget-plan de travail intégré (2002-2003), et l'autre fournissant une évaluation à moyen terme du Plan stratégique du système des Nations Unies sur le SIDA (2001-2005). Ces rapports offrent une estimation honnête de ce que nous avons réussi et de ce que nous devons améliorer.

Vous nous avez notamment demandé de renforcer sérieusement notre action dans les pays. C'est là, je pense, que nous avons le plus progressé depuis l'évaluation du Programme en 2002.

Premièrement, le SIDA est maintenant beaucoup plus fermement ancré dans les plans d'action des équipes des Nations Unies dans les pays, notamment et de plus en plus, par le biais du Plan stratégique du Système des Nations Unies.

Deuxièmement, les fonctions du Secrétariat de l'ONUSIDA au sein du système du Coordonnateur résident des Nations Unies et de l'Equipe des Nations Unies dans les pays ont été clarifiées. En novembre 2003, l'Administrateur du PNUD, au nom du Groupe des Nations Unies pour le développement, a transmis une note d'orientation ferme à tous les Coordonnateurs résidents des Nations Unies et aux Equipes des Nations Unies dans les pays, qui a considérablement renforcé le travail de l'ONUSIDA à l'échelon pays, ainsi que le rôle du Coordonnateur de l'ONUSIDA, qui est maintenant officiellement membre de l'Equipe des Nations Unies dans le pays. Il a également été convenu que le président du Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/SIDA devrait être un représentant au niveau du pays et non pas le Coordonnateur résident des Nations Unies. Ces clarifications ont non seulement placé le SIDA au cœur du fonctionnement des équipes pays mais ont aussi renforcé l'autorité des Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans les pays (COP).

Troisièmement, les ressources allouées à notre travail à l'échelon pays par la famille des Nations Unies se sont considérablement accrues. La Banque mondiale reste le principal bailleur multilatéral sur le SIDA en Afrique et, à l'échelle mondiale, on compte 1300 employés du système des Nations Unies à temps complet, dont plus de 300 membres du Secrétariat de l'ONUSIDA, travaillant aujourd'hui dans le domaine du SIDA à l'échelon pays.

Le Secrétariat a largement investi dans l'amélioration de la performance des Coordonnateurs de l'ONUSIDA dans les pays déjà en poste, et dans la mise en place d'un système de recrutement rigoureux fondé sur les compétences pour les nouveaux effectifs à l'échelon pays, qui comprendront des Conseillers en suivi et évaluation, qui sont mis en place actuellement, des Conseillers en politique et des Conseillers en mobilisation et suivi des ressources.

Quatrièmement, le Secrétariat a traduit les fonctions transversales du Programme commun en une série de cinq objectifs stratégiques et résultats généraux à terme qui servent de cadre à nos activités dans les pays et dont notre personnel est responsable. Ces objectifs essentiels sont les suivants : encourager le leadership, mobiliser les partenariats, renforcer la gestion de l'information stratégique, développer la capacité à suivre la riposte, et élargir l'accès aux ressources techniques et financières.

Cinquièmement, nous nous sommes maintenant assuré le concours des directeurs régionaux, des vice-présidents régionaux et équivalents de tous nos coparrainants, en particulier en Europe et en Asie centrale, en Afrique et en Amérique latine et aux Caraïbes. Il s'agit là d'un développement important, car ils sont souvent les supérieurs hiérarchiques des représentants dans les pays.

Sixièmement, nous avons beaucoup travaillé pour engager la société civile dans la riposte officielle au SIDA, en organisant des Forums de partenariats, en soutenant les Mécanismes de coordination dans les pays du Fonds mondial et en finançant des organisations communautaires. En outre, plusieurs des bureaux de l'ONUSIDA dans les pays offrent 'un espace sûr' aux organisations émergentes regroupant des personnes vivant avec le VIH. En même temps, il faut admettre qu'il y a eu dans plusieurs pays un recul en termes de réponse multisectorielle et d'engagement de la société civile.

Septièmement, nous élargissons notre activité pour des opérations de maintien de la paix dans les situations de conflit et d'après-conflit avec le Département des Opérations de maintien de la paix, conformément au mandat qui nous a été confié par la résolution 1308 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. En outre, nous

aidons actuellement les services en uniforme de plus de 60 pays dans leur action contre le SIDA, par exemple la semaine dernière, j'ai envoyé une mission en Haïti pour contribuer à la préparation des opérations de maintien de la paix.

Enfin, comme vous nous l'avez demandé, nous présentons, pour la première fois, un rapport détaillé concernant nos activités dans les pays.

Monsieur le Président,
Membres du CCP,

J'espère que vous conviendrez avec moi que nous avons pris au sérieux vos recommandations et que nous sommes en route vers un ONUSIDA beaucoup plus fort à l'échelon pays.

Cependant, il nous reste encore bien des défis à relever, et je les aborderai plus tard dans mes remarques.

Permettez-moi de me pencher sur les formidables défis – anciens et nouveaux – auxquels le monde est confronté dans sa riposte au SIDA et sur les plans de l'ONUSIDA pour relever ces défis.

Financement

Tout d'abord, le financement. Le financement complet de la riposte au SIDA exigera un effort extraordinaire, qui ne pourra être fait en s'appuyant sur les budgets ordinaires des pays et du développement international actuellement prévus. Il faudra un leadership extraordinaire et l'utilisation de ressources encore inexploitées. Il est évident que les donateurs et les pays touchés doivent revoir leurs propres engagements. En outre, les nouvelles sources de financement supplémentaires et novatrices doivent être plus efficacement utilisées ou développées, par exemple l'allégement de la dette et la proposition britannique concernant une Facilité de financement internationale. Dans le même temps, les acteurs non traditionnels, à savoir les bailleurs du secteur privé, doivent être davantage engagés d'une manière qui leur convienne particulièrement.

Nous poursuivrons nos efforts en faveur de l'augmentation et du maintien du financement en :

- documentant les besoins et les résultats,
- suivant les mouvements des ressources SIDA en collaboration avec l'OCDE et d'autres partenaires,
- sensibilisant l'opinion publique des pays à revenu élevé par le biais de la Campagne mondiale contre le SIDA et d'autres initiatives,
- faisant progresser une stratégie de plaidoyer regroupant de nombreuses parties prenantes pour réunir les 10,7 milliards de dollars nécessaires,
- explorant d'autres sources de financement, et
- contribuant à améliorer l'efficacité du financement par une meilleure coordination fondée sur les 'Trois Principes'.

Capacité

Le deuxième défi, qui est aussi probablement le plus difficile, est celui de la capacité institutionnelle et humaine à exécuter les programmes de lutte contre le SIDA. Il est évident que l'augmentation importante des ressources et de l'engagement politique ne s'accompagne toujours pas d'une augmentation ou d'une disponibilité de

ressources institutionnelles et humaines, et dans les pays les plus touchés par l'épidémie de SIDA, c'est le SIDA lui-même qui érode cette capacité. Le renforcement des capacités exige du temps et une vision à plus long terme ; il n'est donc pas toujours le favori des donateurs, mais il est temps de voir la réalité en face. Une augmentation des ressources financières pour lutter contre le SIDA, si elle ne s'accompagne pas d'une expansion durable des capacités à gérer ces ressources, ne produira pas les résultats dont les pays ont besoin. Par conséquent, les bailleurs comme les responsables des programmes SIDA doivent s'attaquer au problème des capacités et faire des investissements à long terme dans la capacité un élément de chaque programme SIDA.

A la suite d'une visite commune que j'ai faite au Malawi en compagnie du Secrétaire permanent de l'Agence britannique pour le Développement international, de la Banque mondiale et du Fonds mondial, j'ai convoqué plusieurs réunions informelles sur la crise des capacités en Afrique australe, car c'est dans cette région que le problème est le plus aigu, ainsi que dans plusieurs pays en situation de conflit ou d'après-conflit.

Un consortium émergent travaille actuellement à l'élaboration de plusieurs options politiques et opérationnelles afin de déterminer comment les donateurs pourraient aider les pays à évaluer cette crise et à y faire face. A l'ONUSIDA, c'est le PNUD qui mène cette action par le biais de son Initiative en faveur de la capacité humaine en Afrique australe et nous travaillons plus particulièrement avec la Banque mondiale et l'OMS par l'intermédiaire du Forum de haut niveau sur les Objectifs sanitaires du Millénaire.

Nous devons également trouver une solution durable au financement et à la coordination de l'appui technique dans le domaine du SIDA. Là encore, le financement de ce type d'appui n'a pas suivi les augmentations relevées dans le financement plus général du SIDA. Le système des Nations Unies se trouve dans une position exceptionnelle pour fournir ou négocier une assistance technique dans des domaines essentiels de la riposte au SIDA et les demandes qui nous sont présentées ont considérablement augmenté. Il est temps maintenant d'apporter les ressources nécessaires à ce mandat qui n'est pas financé. Comme l'a recommandé le CCP, nous mettons en place actuellement des Systèmes d'appui technique sur le SIDA qui aideront les pays à identifier les principaux prestataires d'assistance technique. En outre, nous intensifierons notre soutien à la coopération technique 'horizontale', là où elle fonctionne déjà.

Les 'Trois Principes'

Un troisième et ancien défi, qui est devenu considérablement plus difficile avec l'augmentation importante du nombre des acteurs du SIDA, c'est celui de la cohérence. Grâce à une enquête que nous avons menée dans 57 pays, nous avons pu voir la choquante réalité du terrain : des dizaines de missions SIDA effectuées par des donateurs publics et privés chaque année dans chaque pays, une pléthore de cadres de suivi et d'évaluation, et des mécanismes nationaux de coordination en concurrence, souvent imposés de l'extérieur. Nous voyons déjà les coûts réels d'une telle fragmentation, notamment une utilisation inefficace des ressources, des coûts de transaction élevés, un impact global réduit et une transparence limitée.

Nous ne voulons pas d'une coordination pilotée par la bureaucratie. Nous devons sauver des vies, et utiliser les fonds du développement de manière optimale. C'est pourquoi nous avons investi beaucoup de temps, depuis la dernière réunion du CCP, à mettre en place un consensus international concernant la cohérence, l'appropriation et la transparence de l'action mondiale contre le SIDA.

Les Trois Principes émanent de notre travail en Afrique, où nous avons clairement compris la nécessité d'une planification en commun, de l'appropriation nationale et de la transparence en matière de programmes SIDA. Ces principes ont été acceptés par la quasi totalité des principaux pays donateurs et organisations multilatérales au cours d'une rencontre tenue en avril à la suite de la réunion du Comité du Développement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Washington. Les Trois Principes demandent :

- un cadre d'action contre le SIDA, qui assure une identification nationale au programme ;
- une instance nationale de coordination du SIDA, à représentation large, multisectorielle pour éviter les dédoublements des efforts; et
- un système de suivi et d'évaluation à l'échelon pays, afin de réduire les coûts de transaction pour toutes les parties concernées.

La promotion des Trois Principes sera au cœur de notre action dans les pays au cours des années à venir. Comme l'a demandé la consultation des donateurs à Washington, l'ONUSIDA jouera un rôle moteur dans l'aide apportée aux pays et aux donateurs pour mettre en œuvre ces principes et élaborera des indicateurs permettant le suivi ; nous produirons aussi un rapport annuel sur les progrès accomplis. Comme me l'a fait observer le Ministre de la Santé d'un pays fortement touché : il nous faut, en plus de bailleurs de fonds, un partenaire et négociateur neutre. Et l'ONUSIDA, c'est cela.

Je devrais souligner que les 'Trois Principes' ne sont pas une initiative ni un projet, mais une série de principes susceptibles de guider notre travail collectif. Je prie le Conseil d'accorder sa ferme approbation à la fois aux principes et à notre rôle dans leur promotion et leur suivi.

Il est aussi nécessaire de réexaminer les relations opérationnelles entre les programmes SIDA et les programmes contre la tuberculose, ainsi qu'entre les programmes SIDA et les programmes de santé reproductive, comme nous l'avons fait avec l'UNFPA il y a deux semaines.

En outre, nous devons accroître l'attention que nous portons à la complémentarité des grands courants de financement, qu'ils soient bilatéraux comme le *Emergency Plan for AIDS Relief* du Président des Etats-Unis, ou multilatéraux comme la Banque mondiale et le Fonds mondial.

"L'exceptionnalité" d'une crise qui perdure

Les trois défis que je viens de mentionner font ressortir la nature exceptionnelle de cette crise continue, qui exige des solutions exceptionnelles, solutions qui sont le quatrième défi que je souhaiterais traiter. Pourtant je crains que cette "exceptionnalité" du SIDA n'ait pas encore été reconnue par tous.

Ce caractère exceptionnel se retrouve au niveau individuel comme à ceux de la macro-économie et des politiques fiscales. Prenons la stigmatisation liée au SIDA : il est peu probable qu'elle disparaisse sans que des efforts soutenus ne soient faits. Et il est peu probable que "le SIDA soit maintenant une maladie comme une autre", ainsi que le prétendent certains. Que je sache, aucun diabétique n'a jamais été battu à mort ou jeté hors de chez sa maison en raison de sa maladie. C'est pourquoi, nous allons devoir intensifier notre action dans le domaine de la stigmatisation et de la discrimination tout en élargissant les programmes de prévention et de traitement du

VIH.

Le SIDA est certes un élément du développement au sens plus large et même des problèmes de sécurité, mais ne l'enterrons pas dans un secteur spécifique ou dans l'enveloppe globale du développement, ce qui aurait pour résultat prévisible un échec de la lutte contre le SIDA.

L'exceptionnalité du SIDA a largement contribué à ce que les membres de l'Organisation mondiale du Commerce acceptent de donner une certaine flexibilité aux accords sur les ADPIC, afin de faciliter aux pays confrontés à une crise du SIDA l'accès à des médicaments abordables et de bonne qualité contre le VIH. Une exceptionnalité analogue est maintenant nécessaire pour adapter les principaux instruments du développement ainsi que les cadres et les plafonds fiscaux à la nouvelle réalité du SIDA dans les pays fortement touchés. Ces pays ne devraient pas avoir à choisir entre maîtriser leur inflation et sauver la nation et son développement en contrôlant l'épidémie de SIDA.

Nous intensifierons notre action en matière de formulation de politiques dans ces domaines et avons entamé un dialogue avec les principaux acteurs, notamment le Fonds monétaire international.

Une riposte intégrale

Cinquièmement, il faut une riposte intégrale : L'Initiative '3 millions d'ici 2005' et le *Emergency Plan for AIDS Relief* du Président des Etats-Unis ont fixé des objectifs ambitieux et réalisables. Mais nous ne devons pas oublier qu'entre aujourd'hui et la date butoir de l'Initiative, huit millions de personnes seront infectées par le VIH si le rythme actuel se maintient. La prévention doit faire partie intégrante de l'élargissement des programmes. Tout indique que la prévention et le traitement du VIH se renforcent mutuellement – et nous en avons eu de nouvelles preuves directes, présentées cette semaine par quatre pays au cours d'un séminaire animé en commun par la Banque mondiale et l'ONUSIDA.

Tout l'ONUSIDA se prépare maintenant à mettre ses ressources additionnelles au service du soutien aux pays, pour qu'ils atteignent l'objectif '3 millions d'ici 2005', sous la houlette de l'OMS. Chaque organisme coparrainant a un rôle à jouer. Dans ce cas, il s'agit de l'UNICEF, par exemple, pour son expérience en matière d'achats, du Programme alimentaire mondial pour l'appui logistique et nutritionnel et de l'Organisation internationale du Travail pour l'accès à des places de travail. Pourtant, l'expansion des traitements exige un effort financier collectif mené par les budgets intérieurs, le *Emergency Plan for AIDS Relief* du Président des Etats-Unis, la Banque mondiale et le Fonds mondial.

Le Secrétariat de l'ONUSIDA, avec ses principaux partenaires et en s'inspirant de l'Initiative mondiale en faveur de l'éducation préventive sur le VIH proposée par l'UNESCO, revitalise aujourd'hui une stratégie de prévention du VIH adaptée au nouveau contexte du SIDA et qui tend vers une nouvelle génération libérée du VIH. Nous la présenterons au Conseil en décembre. Elle demandera au monde d'appliquer à la prévention du VIH la même passion et la même énergie que celles qu'il accorde maintenant au traitement du VIH.

Dans le même temps, nous avons adapté nos orientations politiques concernant le test et le conseil aux nouvelles réalités de l'épidémie et de la riposte.

Enfin, sous la conduite de l'UNICEF, nous avons bien progressé dans le domaine des stratégies opérationnelles à l'appui des orphelins et des enfants vulnérables –

domaine trop oublié de la riposte.

Sexospécificité

Sixièmement, une approche adaptée au sexe est nécessaire : la féminisation croissante du SIDA exige que nous nous occupions des raisons pour lesquelles le statut social de la femme affecte sa vulnérabilité à l'infection par le VIH et des problèmes particuliers qui sont les leurs pour accéder aux services. Un grand nombre des programmes actuels de prévention et de traitement du VIH ne s'occupent pas des besoins particuliers des femmes et des jeunes filles. Et trop souvent, dans notre riposte au SIDA, nous ne nous sommes pas attaqués aux facteurs fondamentaux qui aggravent la vulnérabilité des femmes. Et nous nous sommes encore moins penchés sur les comportements et les responsabilités des hommes.

En février 2004, l'ONUSIDA a lancé la Coalition mondiale sur les femmes et le SIDA. Elle rassemble des leaders de tous les secteurs de la société et son Comité d'orientation est présidé par Thoraya Obaid. Elle sera notre principale plate-forme de travail dans ce domaine, et fera en sorte que les questions sexospécifiques soient intégrées dans tous les programmes.

Voir à long terme

Enfin, une vision à long terme est nécessaire. L'expérience acquise au cours de deux décennies d'épidémie de SIDA nous montre à l'évidence que le SIDA restera parmi nous pendant des générations, que son impact commence seulement à se faire sentir et qu'il sera de longue durée. Il est tout aussi évident que les approches à court terme sont la norme dans la majorité des pays. Les décisions et actions que nous prenons aujourd'hui auront une influence majeure sur la manière dont les sociétés fortement touchées par le VIH seront affectées dans l'avenir. Pourtant, l'impact à long terme de ces décisions n'a été que peu examiné ou analysé, pas plus que les besoins et opportunités à long terme n'ont été pleinement définis.

Nous avons entamé une analyse de l'impact à long terme du SIDA, en commençant par des scénarios pour l'Afrique, et nous la présenterons en septembre. Nous intensifierons aussi notre action politique concernant le SIDA et le développement ainsi que les instruments de lutte contre la pauvreté.

Monsieur le Président, je suis conscient de la longueur de cette liste, mais elle reflète la complexité de notre tâche. Pour contenir l'épidémie de SIDA, nous devons relever chacun de ces défis.

Problèmes organisationnels

Je me permettrai maintenant pour conclure quelques observations concernant l'orientation du Programme pour ce qui est de ses défis opérationnels. L'ONUSIDA fonctionne aujourd'hui dans un contexte plus complexe et un nombre accru d'acteurs sont engagés dans la lutte contre le SIDA à tous les niveaux, notamment le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme et les initiatives bilatérales renforcées, en particulier le *Emergency Plan for AIDS Relief* du Président des Etats-Unis. Il est par conséquent plus important que jamais d'assurer que la 'valeur ajoutée' de la contribution du Programme commun soit pleinement définie et comprise.

L'arrivée du HCR comme coparrainant de l'ONUSIDA comblera une importante lacune dans notre travail à l'échelon pays et je suis heureux de saluer la présence

de Ruud Lubbers, Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés.

A l'échelle mondiale, le Programme commun est parvenu à un nouveau niveau de maturité, avec un partage clair des responsabilités entre les institutions coparrainantes de l'ONUSIDA. Le Budget-plan de travail intégré s'est révélé un outil essentiel de cohérence mondiale, même si ses mécanismes ne sont pas compris et respectés de la même manière par tous les donateurs. Des améliorations sont aussi nécessaires pour assurer une meilleure cohérence dans les initiatives de plaidoyer et de leadership des diverses institutions.

L'intégration progressive des questions liées au SIDA dans les plans élargis relatifs au développement, à la sécurité et au commerce posent également de nouveaux problèmes en ce qui concerne les rapports du Programme avec la gouvernance mondiale multilatérale et les actions liées aux Objectifs de développement pour le Millénaire.

Comme c'est le cas pour toutes les questions de développement, notre plus important défi collectif reste situé à l'échelon pays. Dans le contexte toujours plus 'encombré' que j'ai mentionné plus tôt, il est crucial que le système des Nations Unies dans chaque pays se concentre sur son avantage comparatif. Outre le rôle de la Banque mondiale, qui est celui d'un des grands bailleurs de fonds pour les activités SIDA dans le monde en développement, la valeur ajoutée du système des Nations Unies se situe principalement, grâce à son caractère rassembleur, dans les domaines du renforcement des capacités, de la formulation des politiques, de l'appui technique, du suivi et de l'évaluation et de la négociation pour l'instauration de partenariats, en d'autres termes, il s'agit de 'faire travailler l'argent'.

En s'appuyant sur de nouveaux instruments, adoptés par le Groupe des Nations Unies pour le Développement, nous devons au cours des deux prochaines années, passer d'une coordination approximative par le biais des Groupes thématiques des Nations Unies sur le VIH/SIDA, à des programmes des Nations Unies sur le SIDA à l'échelon pays réellement communs et coparrainés. Cette évolution pourrait impliquer:

- l'élaboration d'un équivalent du Budget-plan de travail intégré à l'échelon pays,
- la création d'une équipe 'virtuelle', comprenant le personnel des différentes institutions consacré au SIDA dans un pays donné, et
- une mise en commun équitable des ressources, notamment dans les pays dont la capacité est limitée pour ce qui est du système des Nations Unies, par exemple en Europe orientale et Asie centrale.

En ce qui concerne le Secrétariat de l'ONUSIDA, nous nous efforçons de parvenir à l'excellence en matière de gestion. Comme vous le savez, nous nous appuyons sur les services administratifs existants de nos institutions coparrainantes, en particulier l'OMS et le PNUD et certains de nos effectifs sont officiellement employés par d'autres institutions. Cette méthode pose en elle-même des difficultés de gestion considérables au Secrétariat et, dans un pays, nous avons subi des revers qui ont entraîné le licenciement sommaire d'un employé. Nous avons par la suite renforcé les procédures, notamment le placement de fonctionnaires d'administration internationaux. Nous poursuivons aussi le renforcement de nos procédures administratives, y compris la budgétisation fondée sur les résultats, l'amélioration du suivi des résultats du Budget-plan de travail intégré, le recrutement et la formation fondés sur les compétences, la mise en œuvre d'une gestion mieux décentralisée et les politiques de roulement et de mobilité du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA.

En conclusion, Monsieur le Président,

Les Orientations futures de l'ONUSIDA, approuvées par le CCP en décembre 2002, nous ont fourni un modèle permettant au Programme de recentrer ses efforts en fonction des nouveaux défis du SIDA dans la première décennie du vingt-et-unième siècle. Comme vous le voyez, au cours des dix-huit mois qui se sont écoulés depuis, une importante réorganisation de nos efforts a eu lieu, et je suis convaincu que nous sommes maintenant dans une bien meilleure position pour jouer notre rôle essentiel dans le mouvement de lutte contre le SIDA à l'échelle mondiale.

Nous avons beaucoup lutté pour mobiliser des fonds, maintenant, luttons tout aussi énergiquement pour faire travailler l'argent.

Je vous remercie.